



**RAPPORT
DU COMITÉ
DES RELATIONS
AVEC
LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/32/26)

NATIONS UNIES



**RAPPORT
DU COMITÉ
DES RELATIONS
AVEC
LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/32/26)

NATIONS UNIES

New York, 1977

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	1
II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE	3 - 6	1
III. SECURITE DES MISSIONS ET DE LEUR PERSONNEL	7 - 23	2
A. Communications reçues par le Comité	7 - 9	2
1. Cas soumis au Comité	7 - 8	2
2. Renseignements fournis par les Etats-Unis au sujet des condamnations et peines prononcées	9	4
B. Examen des cas par le Comité à ses 66ème et 67ème séances	10 - 23	5
IV. QUESTIONS DIVERSES	24 - 25	9
V. RECOMMANDATIONS	26	10

I. INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale a créé le Comité des relations avec le pays hôte par sa résolution 2819 (XXVI) du 15 décembre 1971. A sa trente et unième session, l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 31/101 du 15 décembre 1976, que le Comité des relations avec le pays hôte poursuivrait ses travaux conformément à la résolution 2819 (XXVI), en vue d'examiner toutes les questions entrant dans le cadre de son mandat, et elle a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte".

2. Le rapport du Comité se divise en cinq sections. Les recommandations du Comité figurent dans la section V.

II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE

3. Le 22 décembre 1976, à la 107ème séance de l'Assemblée générale, le Président a annoncé qu'il avait nommé le Sénégal membre du Comité en vue de pourvoir le siège devenu vacant du fait de la démission de la République-Unie de Tanzanie. En 1977, le Comité était donc composé des Etats suivants : Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Honduras, Irak, Mali, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal et Union des Républiques socialistes soviétiques.

4. En 1977, le Bureau du Comité était le suivant : M. Rossides (Chypre), Président, M. Aké (Côte d'Ivoire), Vice-Président et Mme de Barish (Costa Rica), Rapporteur.

5. Le Comité a retenu en 1977 la liste des sujets ci-après qu'il avait adoptée à titre provisoire en 1972 :

- 1) Question de la sécurité des missions et de leur personnel.
- 2)
 - a) Etude comparative des privilèges et immunités;
 - b) Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique;
 - c) Exemption des impôts perçus par les Etats autres que l'Etat de New York;
 - d) Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat;
 - e) Logement du personnel diplomatique et du personnel du Secrétariat;
 - f) Transports;
 - g) Assurances;
 - h) Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les moyens d'information à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies;

- i) Enseignement et santé;
- j) Question de la délivrance d'une pièce d'identité aux membres de la famille des agents diplomatiques, aux membres du personnel des missions qui ne jouissent pas du statut diplomatique et aux fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- k) Accélération des formalités de douane;
- l) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte.

3) Etude de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

4) Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et conseils au pays hôte au sujet de ces problèmes.

5) Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

6. Au cours de la période à l'étude, le Comité a tenu trois séances (A/AC.154/SR.66 à 68). Le Groupe de travail créé par le Comité en 1972 1/ ne s'est pas réuni au cours de la période considérée.

III. SECURITE DES MISSIONS ET DE LEUR PERSONNEL

A. Communications reçues par le Comité

1. Cas soumis au Comité

7. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, des communications ont été reçues des Missions de la France, de la Tunisie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Yémen démocratique et de la Yougoslavie contenant des plaintes au sujet d'incidents affectant leur sécurité et celle de leur personnel :

a) Par une note en date du 26 octobre 1976 adressée au Secrétaire général (A/AC.154/148), la Mission tunisienne s'est plainte qu'une bombe incendiaire avait été déposée à la Mission dans la nuit du 23 au 24 octobre 1976, occasionnant des dégâts matériels importants. La Mission a indiqué que cet attentat avait été revendiqué par l'Organisation "Save Our Israeli Land".

b) Par des lettres datées du 29 décembre 1976 et du 3 janvier 1977, adressées à un membre de la Mission des Etats-Unis (A/AC.154/150), le représentant permanent du Yémen démocratique s'est plaint d'un incident survenu dans un hôtel de Manhattan où était descendu un membre de la délégation de cet Etat Membre à la trente et unième session de l'Assemblée générale : il avait trouvé sa chambre sens dessus dessous et certains de ses effets personnels avaient ensuite été volés.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 26 (A/10026), par. 6.

c) Par une lettre datée du 13 janvier 1977 (A/AC.154/151), le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies a signalé qu'une vingtaine de jeunes gens avaient envahi par effraction le hall d'entrée de la Mission. A propos de cet incident, qui s'était produit le 11 janvier 1977, le représentant s'est plaint du refus de la police d'employer la force pour déloger les manifestants qui, après avoir occupé les locaux de la Mission pendant 45 minutes, s'étaient retirés de leur plein gré.

d) Par des lettres datées du 15 juin et du 11 juillet 1977 (A/AC.154/153 et 154), le représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies s'est plaint de deux incidents dont sa Mission avait été victime - le premier ayant comporté une attaque à main armée - et de la manière dont les autorités du pays hôte avaient agi à l'égard des assaillants. L'attaque contre la Mission yougoslave, qui s'était produite le 14 juin 1977 et avait été perpétrée par Jozo Brekalo, Marijan Buconjić et Vladimir Dizdar, avait été décrite dans une note verbale adressée à la Mission des Etats-Unis et jointe à la lettre du 15 juin (A/AC.154/153). M. Radomir Medić, membre du personnel de la Mission, avait été grièvement blessé et les vies d'autres membres de la Mission avaient été mises en danger. On ajoutait que l'incident n'était que le dernier d'une série d'attaques perpétrées contre la Mission yougoslave depuis quelques années. Malgré toutes les protestations officielles, la situation demeurait insatisfaisante et l'on voyait se multiplier les actes criminels qui menaçaient les vies des membres de la Mission yougoslave et les empêchaient d'exercer normalement leurs fonctions. L'inefficacité des mesures prises pour empêcher de tels actes compromettaient les relations entre la Yougoslavie et les Etats-Unis. Dans une note verbale reproduite en annexe à la lettre du 11 juillet 1977 (voir A/AC.154/154), la Mission yougoslave s'est plainte auprès de la Mission des Etats-Unis de la mise en liberté sous caution, par les autorités judiciaires du pays hôte, des trois auteurs de l'attaque armée perpétrée contre la Mission yougoslave. Ce comportement de la part des autorités du pays hôte montrait que les activités criminelles perpétrées contre la Mission yougoslave étaient non seulement tolérées mais encouragées par le pays hôte et il constituait une violation des obligations internationales des Etats-Unis. Par une note en date du 20 juin 1977 adressée à la Mission des Etats-Unis (reproduite dans le document A/AC.154/154), la Mission yougoslave s'est plainte qu'un membre de la Mission et deux courriers diplomatiques avaient été menacés, alors qu'ils quittaient la Mission dans l'après-midi du 18 juin 1977, par trois individus que la police avait immédiatement appréhendés.

e) Par une note en date du 8 juillet 1977, adressée à la Mission des Etats-Unis (A/AC.154/156), la Mission de l'URSS a protesté contre une attaque criminelle commise par des inconnus, dans la soirée du 7 juillet 1977, contre M. V. N. Chernyshev, conseiller de la Mission, lequel avait été gravement blessé et nécessiterait un traitement médical prolongé.

8. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, les réponses de la Mission des Etats-Unis aux plaintes exposées au paragraphe 7 d) et e) ci-dessus ont été publiées en tant que documents du Comité. La réponse de la Mission des Etats-Unis aux autres plaintes mentionnées au paragraphe 7 est résumée dans la section B) ci-après :

a) Par une lettre datée du 31 août 1977 (A/AC.154/158), le représentant permanent par intérim des Etats-Unis a transmis au Président du Comité le texte d'une note datée du 12 août 1977 que la Mission des Etats-Unis avait adressée à

la Mission permanente de la Yougoslavie. La note exprimait le profond regret de la Mission des Etats-Unis ainsi que la répugnance que lui inspirait l'attaque armée contre la Mission yougoslave au cours de laquelle M. Radomir Medić avait été blessé. Elle déclarait en outre que le Gouvernement des Etats-Unis était fermement décidé à protéger le personnel et les biens yougoslaves et à punir les auteurs de telles attaques. En ce qui concernait la note de la Mission yougoslave en date du 8 juillet, dans laquelle la Mission yougoslave déclarait à nouveau que les auteurs de l'attaque contre la Mission avaient été libérés sous caution, les Etats-Unis ne pouvaient s'expliquer une telle affirmation. En fait, tous les accusés, sauf un, avaient été détenus en permanence depuis leur capture et l'étaient encore à ce moment-là. En ce qui concerne l'admission au bénéfice de la libération sous caution, la Mission des Etats-Unis faisait observer que la possibilité de libération sous caution était conforme au droit américain, mais qu'une telle libération sous caution ne préjugerait en rien le jugement ou les décisions des tribunaux. Dans l'affaire en question, un accusé seulement avait été mis en liberté sous caution. Enfin, la Mission des Etats-Unis soulignait que le terrorisme était un problème mondial et elle demandait que des efforts de coopération accrus soient faits pour lutter contre le terrorisme dans tous les pays.

b) Dans une lettre datée du 14 septembre 1977 (A/AC.154/159), le représentant permanent par intérim des Etats-Unis a transmis au Président du Comité le texte d'une note datée du 12 septembre 1977 adressée à la Mission permanente de l'URSS par la Mission des Etats-Unis. Cette note exprimait les regrets de la Mission des Etats-Unis pour le fâcheux incident dont M. Chernyshev, conseiller de la Mission de l'URSS, avait été victime. La Mission des Etats-Unis demandait aussi l'entière coopération de la Mission de l'URSS à l'enquête menée dans cette affaire, une telle coopération étant nécessaire pour garantir pleinement la sécurité des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2. Renseignements fournis par les Etats-Unis au sujet des condamnations et peines prononcées

9. Par une lettre datée du 22 décembre 1976, adressée au représentant permanent par intérim de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.154/149), le Conseiller spécial auprès de la délégation des Etats-Unis à la trente et unième session de l'Assemblée générale a donné des renseignements sur les poursuites engagées contre les cinq membres de la Ligue de défense juive qui avaient plaidé coupables de divers chefs d'accusation, entre autres des coups de feu tirés en direction de la résidence soviétique à Riverdale 2/. Dans sa lettre, le Conseiller spécial indiquait les peines prononcées par le Tribunal fédéral de première instance du district sud de New York contre les individus en question (Russel Kelner, Jeffrey Weigarten, Steven Paul Rombon, Steven Ehrlich et Thomas MacIntosh), soulignait le fait qu'en se déclarant disposé à produire des témoins, si besoin était, le Gouvernement soviétique avait beaucoup aidé à obtenir des accusés qu'ils plaident coupables et ajoutait que le Gouvernement des Etats-Unis savait gré au Gouvernement soviétique de la coopération dont il avait fait preuve.

2/ Incident examiné par le Comité en 1976 (voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 26 (A/31/26), par. 12 à 29).

B. Examen des cas par le Comité à ses 66ème et 67ème séances

10. Les 66ème et 67ème séances du Comité, les 15 et 20 juillet 1977, ont été convoquées à la demande de la Mission yougoslave pour examiner les incidents décrits dans ses lettres en date des 15 juin et 11 juillet 1977 (A/AC.154/153 et 154), dont le contenu a été résumé au paragraphe 7 d) ci-dessus. Le Comité était également saisi à ces séances des autres documents mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus.

11. L'observateur de la Yougoslavie a déclaré que la Mission de son pays faisait l'objet depuis plusieurs années de diverses formes de pression, allant de menaces proférées contre le Chef de la Mission et ses collaborateurs à l'attaque à main armée au cours de laquelle un membre du personnel avait été blessé et qui faisait l'objet de la plainte à l'examen. Cette situation était en nette contradiction avec les normes applicables du droit international, en particulier les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et l'Accord relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en vertu duquel le pays hôte s'était engagé à assurer l'inviolabilité des missions et de leur personnel. Il a souligné que jusqu'alors aucune personne n'avait été punie pour avoir commis de tels actes. Il était extrêmement inquiétant de savoir que les terroristes arrêtés lors de l'attaque armée la plus récente avaient été libérés sous caution, alors qu'il n'avait pas été question d'élargissement provisoire pour d'autres terroristes appartenant à la même organisation qui avaient menacé les biens de hauts fonctionnaires des Etats-Unis et tué un agent de police. Une telle attitude de la part des autorités du pays hôte ne pouvait être interprétée que comme un signe de laxisme à l'égard des terroristes qui avaient démontré à plusieurs reprises qu'ils étaient déterminés à poursuivre leurs actions illégales contre la Mission yougoslave.

12. Le représentant de l'URSS a déclaré que, malgré l'inquiétude exprimée à plusieurs reprises tant au Comité qu'à l'Assemblée générale, les autorités du pays hôte n'avaient pas fait honneur à leur promesse de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des missions. L'attaque criminelle organisée contre la Mission yougoslave et les conséquences tragiques de cette action montraient à nouveau que les actes terroristes contre les missions ne cessaient pas. Il était clair que le pays hôte n'avait pas, en réponse aux protestations yougoslaves, pris les mesures voulues pour empêcher ces actes terroristes et faire passer leurs auteurs en justice. Les Etats-Unis avaient donc failli à leurs obligations internationales, pourtant clairement définies. Des incidents semblables à l'attaque de la Mission yougoslave ne pouvaient se produire que parce que la tolérance dont faisait preuve le pays hôte et l'impunité virtuelle dont jouissaient les auteurs de tels actes constituaient pour eux un véritable encouragement. En accordant la mise en liberté sous caution des auteurs de l'attentat contre la Mission yougoslave, les autorités judiciaires des Etats-Unis avaient manifestement failli à leur devoir. Le représentant de l'Union soviétique a mentionné également les manifestations organisées contre la Mission soviétique en mars 1977, qui avaient entravé le fonctionnement normal de la Mission et contre le complexe résidentiel soviétique à Riverdale (New York) le même mois. En juin, des individus avaient bloqué l'entrée de la Mission et tenté d'y pénétrer par effraction. Bien que les circonstances aient montré que ces actions avaient été préméditées, les autorités n'avaient pas pris les mesures préventives qui s'imposaient. L'incident le plus récent perpétré contre la Mission, l'attaque contre M. Chernyshev, constituait un acte de provocation prémédité. Ainsi, malgré les assurances données par le pays hôte, les missions continuaient d'être victimes d'actes illégaux.

13. Le représentant de l'Irak a condamné vigoureusement les actes de terreur perpétrés contre la Mission yougoslave. Les coupables devaient être sévèrement punis et les organisations responsables interdites. Le nombre d'incidents similaires survenus dans le passé montrait qu'ils se renouvelleraient si le pays hôte ne prenait pas les mesures préventives qui s'imposaient. Le représentant de l'Irak s'est déclaré surpris que l'on ait décidé de relâcher sous caution les auteurs de l'attentat.

14. Le représentant du Royaume-Uni a souligné la gravité de l'attaque à main armée perpétrée contre la Mission yougoslave. La déclaration du représentant de la Yougoslavie avait été mesurée et impartiale, mais il fallait reconnaître les difficultés auxquelles on se heurtait dans le cas d'incidents semblables dans une société démocratique qui garantissait la liberté de parole et d'association. Bien que les mesures préventives prises pour assurer la sécurité des missions n'aient pas été pleinement efficaces, le représentant du Royaume-Uni ne pensait pas que les autorités du pays hôte toléraient le terrorisme à New York et il était convaincu qu'elles feraient tout leur possible pour garantir la sécurité des missions.

15. Le représentant de la France a exprimé sa sympathie à la Mission yougoslave. Rappelant les circonstances de l'incident susmentionné contre la Mission française (voir par. 7 c) ci-dessus), il a observé que puisque les locaux de la Mission étaient inviolables en vertu du droit international, la police de New York aurait dû évacuer les manifestants, même pacifiques, qu'une plainte officielle ait été déposée ou non.

16. D'autres représentants ont exprimé leur sympathie à l'observateur de la Yougoslavie à la suite de l'attaque armée perpétrée contre la Mission yougoslave. Ils ont également condamné les autres actes de violence qui avaient été portés à l'attention du Comité et ont souligné la nécessité pour les autorités du pays hôte de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des actes illégaux soient perpétrés contre les missions. Un de ces représentants a fait observer que les Etats-Unis d'Amérique n'étaient pas le seul pays où des actes de terroristes semblables à l'attaque armée contre la Mission yougoslave aient été perpétrés.

17. Le représentant du pays hôte a exprimé sa sympathie à l'observateur de la Yougoslavie au sujet de l'attaque perpétrée contre la Mission yougoslave, en particulier les graves blessures reçues par un de ses membres. Les coupables, qui avaient été appréhendés et seraient poursuivis avec toute la rigueur prévue par la loi, devaient être traduits devant un tribunal de l'Etat de New York et un tribunal fédéral. L'affaire devait passer devant ce dernier tribunal le 12 septembre 1977. En ce qui concernait la libération sous caution de ces individus, le représentant des Etats-Unis a fait observer qu'il ne s'agissait pas d'une concession mais de la stricte application de la loi qui prévoyait la libération sous caution dans tous les cas où il n'y avait pas eu mort d'homme. La libération sous caution ne suspendait pas l'action judiciaire et n'influit en rien sur la sentence finale. La totalité de la caution fixée pour leur libération n'ayant pas été réunie, les individus en question étaient toujours en prison. Pour ce qui était de l'incident contre la Mission soviétique survenu en juin et mentionné par le représentant de l'URSS, le représentant des Etats-Unis a déclaré que si les moyens d'information avaient été avertis à l'avance de l'incident, ce qui leur avait permis d'envoyer des journalistes sur place, cela ne signifiait pas que les autorités avaient été prévenues. En tout cas, la police avait pris des dispositions pour arrêter les manifestants. Le représentant du pays hôte a exprimé ses regrets au représentant de l'Union soviétique

pour l'attaque perpétrée contre M. Chernyshev. Il était regrettable, a-t-il noté, que la police n'ait pu s'entretenir avec la victime et rassembler les renseignements nécessaires à l'enquête que cinq jours après l'incident. La police en effet ne pouvait prendre de mesures efficaces que si elle pouvait compter sur la coopération des missions intéressées. En ce qui concernait l'incident survenu à la Mission française, le représentant des Etats-Unis a regretté qu'il faille déposer officiellement une plainte pour que la police recoure à la force. Des négociations étaient en cours entre les autorités de l'Etat et les autorités fédérales pour obtenir la suppression de cette formalité. Il a ajouté que bien que les incidents tendent à durer plus longtemps lorsqu'il n'y avait pas d'arrestation, il valait mieux persuader les manifestants de se disperser de leur plein gré plutôt que de recourir à la force. Des mesures supplémentaires de sécurité avaient été prises pour protéger les services du Gouvernement français à New York. Enfin, il a fait observer que les Etats-Unis avaient fréquemment montré qu'ils étaient prêts à prendre des mesures énergiques contre le terrorisme international et il a dit que les autorités du pays hôte continueraient à déployer tous leurs efforts pour s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection des missions et de leur personnel.

18. Le représentant de l'URSS, tout en exprimant l'opinion que la situation, en ce qui concerne la sécurité des missions ne s'était pas améliorée en 1977, a pris acte de l'assurance donnée par le représentant du pays hôte que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour protéger les missions et leur personnel.

19. L'observateur de la République socialiste soviétique d'Ukraine a dit que, comme des événements récents en avaient administré la preuve, la sécurité des missions demeurait un problème aigu qu'on était loin d'avoir résolu de façon satisfaisante. En ce qui concerne l'attaque perpétrée contre la Mission yougoslave, on ne pouvait répondre que par la négative à la question de savoir si des mesures appropriées avaient été prises par les autorités du pays hôte pour empêcher que de tels actes ne se reproduisent, puisqu'il y avait eu une nouvelle attaque contre la Mission le 18 juin 1977 (voir A/AC.154/154). En ce qui concerne la sécurité des missions, la situation demeurait la même parce que les autorités n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour empêcher de tels actes et traduire les coupables en justice. L'impunité virtuelle dont jouissaient les coupables était pour eux un encouragement. La preuve en était donnée par l'admission au bénéfice de la libération sous caution des auteurs de l'attaque contre la Mission yougoslave. L'observateur de la République socialiste soviétique d'Ukraine a déclaré que les mesures prises par le pays hôte afin d'interdire les actes illégaux commis par des organisations terroristes contre les missions, comme le Comité le lui avait instamment demandé en 1976, n'étaient pas satisfaisantes.

20. A sa 67^{ème} séance, le 20 juillet 1977, le Comité a adopté sans objection la décision ci-après :

"Le Comité des relations avec le pays hôte,

Notant avec une extrême préoccupation le grave attentat terroriste perpétré le 14 juin 1977 contre la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies, au cours duquel un membre de cette mission a été grièvement blessé, la vie d'autres membres a été menacée et les locaux de la Mission ont été occupés illégalement par la violence et saccagés,

Profondément préoccupé par les menaces d'enlèvement dont a fait l'objet le représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que par le harcèlement que subissent depuis un certain temps les membres de la mission yougoslave et leurs familles,

Egalement préoccupé par le fait que la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies a été récemment victime de plusieurs actes criminels et que, bien que ces actes aient été portés à la connaissance des autorités compétentes du pays hôte, leurs auteurs n'aient pas encore été arrêtés, inculpés et punis,

Notant également avec une profonde préoccupation l'agression commise le 7 juillet 1977 contre un membre de la Mission soviétique auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que d'autres actes illégaux commis, depuis l'adoption du dernier rapport du Comité à l'Assemblée générale, aux dépens des Missions permanentes de la France et de la Tunisie et contre un membre de la délégation du Yémen démocratique à la dernière session ordinaire de l'Assemblée générale,

Exprimant sa profonde sympathie à la Mission permanente de la Yougoslavie pour les actes terroristes qui ont été perpétrés contre son personnel et ses locaux, ainsi qu'aux Missions permanentes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la France, de la Tunisie et du Yémen démocratique, pour les actes de violence et de harcèlement dont elles ont été l'objet,

Alarmé par le fait que, malgré les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et les recommandations et décisions du Comité lui-même, plusieurs missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies continuent d'être l'objet d'attentats terroristes et autres actes de violence, d'actes de harcèlement et d'agressions,

Rappelant que le pays hôte est tenu et a pris l'engagement, conformément au droit international, de garantir des conditions normales de travail aux missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et qu'il a le devoir d'assurer la sécurité des missions et de leur personnel,

1. Condamne énergiquement, comme étant intolérables et fondamentalement incompatibles avec le statut que le droit international confère aux missions et à leur personnel, les attentats terroristes et autres actes criminels perpétrés contre la Mission yougoslave auprès de l'Organisation des Nations Unies et son personnel, ainsi que les autres actes illégaux et hostiles qui, depuis l'adoption du dernier rapport du Comité à l'Assemblée générale, ont été commis contre la Mission de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et contre les autres missions mentionnées plus haut;

2. Prie instamment le pays hôte de prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter, inculper et punir les responsables de ces actes, afin que ceux qui projettent et exécutent de tels actes contre les missions diplomatiques et leur personnel ne demeurent pas impunis;

3. Prend acte de ce que le pays hôte a déclaré être soucieux de l'importance qui s'attache à l'inviolabilité et à la sécurité des missions et de leur personnel et a donné l'assurance qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir dans ce sens;

4. Souligne qu'il importe d'informer rapidement les autorités du pays hôte de tout incident et de coopérer avec elles;

5. Insiste une nouvelle fois auprès du pays hôte pour qu'il prenne toutes les mesures nécessaires afin de faire cesser les activités de particuliers ou de groupements qui organisent, instiguent, encouragent ou commettent des attentats terroristes ou d'autres actes de violence contre les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et leur personnel;

6. Demande au pays hôte de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires, en veillant à leur exécution effective, pour que la sécurité des missions et de leur personnel soit garantie en sorte que toutes les missions bénéficient des conditions voulues pour fonctionner normalement."

21. Après l'adoption de cette décision, le représentant de la France a déclaré que la Mission française ne manquerait pas de coopérer pleinement avec les autorités du pays hôte au sujet de tout incident qui porterait atteinte à sa sécurité; il a ajouté toutefois que la Mission française estimait que les diplomates français ne pouvaient en aucun cas être tenus de témoigner devant les tribunaux américains.

22. Le représentant de l'URSS a dit que la décision du Comité devrait inciter le pays hôte à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la répétition d'incidents qui portaient atteinte à la sécurité des missions. La Mission de l'URSS continuerait à coopérer avec les autorités des Etats-Unis d'Amérique en matière de sécurité dans la mesure où le statut des missions diplomatiques le lui permettait.

23. Le représentant du pays hôte a remercié les membres du Comité de leur coopération, qui avait permis au Comité de parvenir à un consensus. Il a également exprimé sa gratitude à l'Observateur de la Yougoslavie pour la compréhension dont il avait fait preuve à l'égard des circonstances qui avaient entouré l'attaque perpétrée contre la Mission yougoslave. Il partageait l'opinion du représentant de la France quant à la nécessité de signaler rapidement les incidents aux autorités et de coopérer pleinement avec celles-ci.

IV. QUESTIONS DIVERSES

24. Dans une lettre datée du 21 juillet 1977 adressée au Président du Comité, le représentant adjoint des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies a transmis un rapport de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le Corps consulaire sur la question des dettes de certaines missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leurs membres. Le montant total des dettes de diplomates signalées à la Commission entre mai 1974 et le 1er juin 1977 s'élevait à 803 920,28 dollars, somme sur laquelle avaient été recouvrés 551 338,92 dollars. Le montant total des dettes non réglées s'élevait donc à 250 972,26 dollars. Comme le représentant adjoint des Etats-Unis d'Amérique l'avait demandé, le texte de cette lettre et de la pièce qui y était jointe a été distribué comme document du Comité (A/AC.154/157).

25. Comme dans le passé, le pays hôte a présenté au Comité le rapport annuel de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le Corps consulaire pour l'année précédente. Dans le rapport sur ses travaux de 1976

(A/AC.154/152), la Commission donnait un résumé des efforts qu'elle avait déployés au cours de l'année considérée afin d'aider les diplomates affectés à New York, et abordait notamment certains aspects des relations publiques de la communauté de l'Organisation des Nations Unies dans la ville hôte. La Commission s'était efforcée en particulier de donner des renseignements pratiques sur les conditions de vie locales, d'organiser des activités culturelles et de loisirs, de fournir une assistance en matière de logement et de nouer des contacts entre les diplomates et les résidents de la région de New York.

V. RECOMMANDATIONS

26. A sa 68ème séance, le 12 octobre 1977, le Comité a approuvé les recommandations suivantes :

1) Considérant que la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et celle de leur personnel sont indispensables à l'exercice efficace de leurs fonctions, le Comité prend note avec satisfaction des assurances données par les autorités compétentes du pays hôte et reconnaît l'utilité des diverses mesures prises à cet effet.

Le Comité a examiné avec une extrême inquiétude les graves actes de terrorisme et autres délits qui ont néanmoins été commis contre plusieurs missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies, leur personnel et leurs biens, notamment les manifestations et la constitution de piquets de protestataires, accompagnées d'actes de violence, de menaces, de harcèlements malveillants, d'agressions et d'insultes contre le personnel de ces missions.

2) Le Comité condamne les actes de terrorisme et autres délits qui sont dirigés contre toute mission, contre son personnel et contre ses biens, comme étant absolument incompatibles avec le statut conféré aux missions et à leur personnel par les normes du droit international et, en particulier, par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 3/.

3) Le Comité demande instamment au pays hôte de prendre d'urgence toutes les mesures requises afin de prévenir tous actes portant atteinte à la sécurité des missions et de leur personnel ou à l'inviolabilité de leurs biens et de garantir aux missions des conditions de séjour et de travail normales.

4) Le Comité demande à nouveau instamment au pays hôte de prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter, poursuivre en justice et punir les responsables de délits contre les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies conformément à la loi fédérale de 1972 relative à la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis.

5) Le Comité demande instamment au pays hôte de prendre des mesures efficaces pour interdire les activités illégales des organisations et des individus qui organisent, fomentent, encouragent ou commettent des actes de terrorisme ou d'autres

3/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 500, No 7310, p. 95.

actes de violence contre les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ou leur personnel.

6) Le Comité, en vue de faciliter le cours de la justice, engage les missions des Etats Membres des Nations Unies à coopérer aussi pleinement que possible avec les autorités fédérales et locales des Etats-Unis dans les affaires intéressant la sécurité de ces missions et de leur personnel.

7) Le Comité espère que l'on poursuivra et intensifiera les efforts déployés pour mettre en oeuvre un programme d'information de nature à mieux renseigner la population de la ville de New York et de ses banlieues sur les privilèges et immunités du personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et sur l'importance des fonctions internationales exercées par ce personnel.

8) Le Comité rappelle que, sans préjudice des privilèges et immunités dont ils bénéficient en vertu du droit international, tous les membres de la communauté diplomatique qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements du pays hôte.

9) Le Comité a été informé que des difficultés avaient surgi au sujet de factures non payées pour des biens et services fournis par des particuliers et des organisations à certaines missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et à certains diplomates attachés à ces missions et il suggère que le Secrétariat et d'autres intéressés s'efforcent ensemble de résoudre ces difficultés.

10) Le Comité tient à exprimer sa gratitude à la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire, ainsi qu'aux organismes qui l'aident dans les efforts qu'elle déploie pour répondre aux besoins, aux intérêts et aux exigences de la communauté diplomatique, pour lui réserver le meilleur accueil et pour favoriser la compréhension mutuelle entre la communauté diplomatique et la population de la ville de New York.

11) Le Comité juge nécessaire que ses séances soient désormais organisées à la fois sur la demande d'Etats Membres et selon qu'il sera nécessaire pour exécuter le mandat que lui confèrent les résolutions de l'Assemblée générale.

12) Le Comité recommande qu'il soit autorisé à poursuivre l'examen des problèmes relevant de sa compétence en application des résolutions 2819 (XXVI), 3033 (XXVII), 3107 (XXVIII), 3320 (XXIX) et 3498 (XXX) de l'Assemblée générale.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经销处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
